

Tribune libre

(groupe bolchevik - revolution-socialiste.info)

Le « président du pouvoir d'achat » à l'œuvre

360 milliards d'euros pour les patrons des banques,
400 000 emplois de moins pour les salariés

Sarkozy, incapable de prévoir et d'empêcher la crise économique

Le temps est déjà loin où le candidat Nicolas Sarkozy annonçait aux naïfs qu'il serait le « président du pouvoir d'achat » et même celui où le président fraîchement élu croyait qu'il pouvait décider d'une croissance à 3 %, qu'il irait « chercher avec les dents ». Sarkozy, son premier ministre François Fillon et sa ministre de l'économie Christine Lagarde se sont révélés incapables de prévoir la crise capitaliste mondiale. Même quand celle-ci a commencé, en août 2007, ils ont encore prétendu durant un an, que la France ne serait pas concernée.

Ce bulletin avait titré, au printemps 2008 : « *Le capitalisme menacé par une récession plus violente qu'en 1929* » (*Révolution Socialiste* n° 27). Le mode de production capitaliste engendre inévitablement des crises économiques mondiales qu'aucun président, si prétentieux soit-il, ne saurait empêcher, à plus forte raison quand le pays qu'il gouverne est une puissance économique secondaire. La crise capitaliste se poursuit et s'approfondit à l'échelle mondiale. Elle entraîne inéluctablement l'économie française :

Pour les grandes économies de la zone euro, la contraction du PIB devrait atteindre 2,3 % en Allemagne, 2 % en Italie et en Espagne et 1,8 % en France en 2009, selon la Commission européenne. (Libération, 19 janvier 2009).

La récession, c'est-à-dire la baisse de la production, s'accompagne de la montée du chômage et de l'appauvrissement de la classe ouvrière.

Sur le front de l'emploi, l'Insee prévoit 147 000 destructions de postes dans les secteurs marchands non agricoles au second semestre 2008, puis 214 000 au premier semestre 2009. A l'horizon de juin 2009, le taux de chômage remonterait à 8 % en France métropolitaine... (L'Usine Nouvelle, 14 décembre 2008)

En France, les statisticiens sont obligés d'aller rechercher jusqu'en 1984 pour retrouver la même envolée du chômage (+ 64 000 personnes supplémentaires sur un mois) enregistrée en novembre... Une plaie sociale à laquelle pourrait s'ajouter le mécontentement des salariés en emploi dont le pouvoir d'achat s'érode en raison des restrictions de rémunération que vont imposer les DRH. (Le Monde, 6 janvier 2009)

Nombre de salariés qui conservent leur emploi travaillent moins et gagnent moins. En effet, les entreprises multiplient les mesures de chômage technique : ArcelorMittal, Citroën-PSA, Peugeot-PSA, Renault, Renault Trucks-Volvo, Toyota, Ford, Faurecia, Michelin, STMicroelectronics...

Le mot d'ordre de toutes les bourgeoisies impérialistes : chacun pour soi !

Contrairement au mythe entretenu par l'aile la plus rétrograde de la bourgeoisie, l'Union européenne ne dicte pas leur conduite aux États nationaux. Ce chauvinisme a été relayé durant des années par la plupart des bureaucraties sociales-patriotes du mouvement ouvrier et par leurs adjoints « d'extrême-gauche » (en particulier lors du référendum de 2005). Sarkozy, qui n'avait rien vu venir, s'est trouvé président de l'UE, pour six mois, au moment de l'effondrement des banques. Il a d'abord convoqué le 4 octobre une réunion, en dehors de toutes les règles, de 4 États membres, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie.

Comme d'autres initiatives du président Sarkozy, cette réunion précipitée a paru relever davantage de la mise en scène que de l'efficacité... On ne voit pas bien la nécessité que la présidence française de l'UE outre passe les procédures communautaires pour convoquer une réunion dont, pour finir, ne pouvait pas sortir un accord significatif. D'une part, les positions des participants sur les mesures face à la crise ne coïncidaient pas ; d'autre part, les autres membres de l'Union n'auraient jamais accepté une décision économique prise à Paris. (El País, 5 octobre 2008)

Le fossé s'est creusé entre la France et l'Allemagne, les deux têtes de l'Union européenne :

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ne s'aiment pas... On pourrait en sourire si cette discordance ne traduisait pas une crise sérieuse de la relation bilatérale la plus importante d'Europe. (Enjeux, janvier 2009)

Contrairement aux prétentions de Sarkozy, les rencontres internationales et européennes qu'il a contribué à réunir,

à l'occasion de la présidence tournante de l'Union européenne, n'ont abouti à aucun plan commun.

La crise frappe tous les pays capitalistes, mais aucun ne veut payer pour les autres.

Dans les années 1930, les États bourgeois fermèrent leurs frontières et dévaluaient leur monnaie, aggravant considérablement la crise mondiale. Or, le protectionnisme, rétrograde dans le cas des grandes puissances, regagne du terrain. Les politiques de l'immigration se durcissent, comme en Espagne ou en Italie. Chaque État bourgeois s'en penche avec sollicitude sur les banques nationales, en leur permettant à l'occasion de mettre la main sur des banques étrangères en difficulté. Les « plans de relance sont nationaux. Les États-Unis, la France, l'Allemagne... sauvent leurs groupes automobiles, au détriment de leurs concurrents étrangers. La Russie et la Grande-Bretagne laissent leur monnaie se déprécier sur le marché des changes.

Faute de véritable plan mondial et même européen, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Lagarde en est réduit à prendre des mesures locales pour préserver les chances du capitalisme français, au détriment des travailleurs de ce pays.

« Des pays qui étaient au premier rang vont se retrouver au dernier rang, d'autres vont profiter de cette crise pour moderniser leur économie », a expliqué Fillon. « Toute la question est de savoir dans quel groupe la France sera », a-t-il ajouté. « Le gouvernement n'observera aucune pause dans les réformes en 2009 », s'est-il empressé d'insister. (Le Figaro, 18 décembre 2008)

D'abord, la politique du gouvernement consiste à sauver les banques françaises ; ensuite, à tenter de limiter l'impact de la crise mondiale sur l'économie nationale en creusant le déficit budgétaire ; enfin, à poursuivre de plus belle son offensive contre la classe ouvrière et la jeunesse.

Le plan de sauvetage des banques : 320 milliards + 40 milliards

En janvier 2008, pour justifier le maintien de la TVA à 19,6 %, les pertes de pouvoir d'achat des fonctionnaires, les suppressions de postes d'enseignants et l'étranglement des hôpitaux, Sarkozy avait déclaré : « *Qu'attendez-vous de moi ? Que je vide des caisses qui sont déjà vides ?* ».

Pourtant, « les caisses vides » se sont soudain trouvées pleines... pour les banques. La somme annoncée est faramineuse, soit au total 360 milliards d'euros qui ne seront pas forcément employés et qui auraient été insuffisants si toutes les banques s'étaient effondrées. Le premier but était d'éviter, justement, une panique bancaire. Pour cela, l'État a d'abord décidé de prêter aux banques à moyen terme :

L'État se substituera à la banque centrale en devenant prêteur, jusqu'à la fin de l'année 2009, auprès des établissements qui le demandent. L'encours total des sommes en jeu sera plafonné à 320 milliards d'euros et les durées de remboursement pourront aller jusqu'à cinq ans... (Les Échos, 14 octobre 2008)

Bien sûr, Sarkozy prétend que c'est dans l'intérêt de toute la population :

Ce que nous tentons aujourd'hui de façon exceptionnelle dans des circonstances elles-mêmes exceptionnelles, c'est, je le dis aux Français, la seule façon de protéger leur emploi, leurs économies et leurs impôts. (Nicolas Sarkozy, 13 octobre 2008)

La Société de financement de l'économie française, créée à cette fin, sera une société anonyme sous le contrôle des banques (puisqu'elles détiendront 66 % des actions de la SFEF).

La SFEF prête aux établissements de crédit –banques et sociétés financières liés à des groupes industriels et commerciaux– sur des durées pouvant aller jusqu'à un an, à condition que les bénéficiaires puissent lui apporter des garanties. (Revue Banque, décembre 2008)

Les « garanties » comprendront probablement les « titres toxiques » qui ont déclenché la crise bancaire mondiale. Outre ces prêts de moyen terme via la SFEF qui peuvent aller jusqu'à 320 milliards, l'État envisageait de se porter actionnaire des banques. En d'autres termes, il leur aurait apporté de l'argent à titre définitif, par l'intermédiaire d'une Société de prise de participation de l'État (SPPE), qui peut octroyer jusqu'à 40 milliards :

Le plan français entérine la création de deux mécanismes nouveaux : d'une part, un outil de financement... ; d'autre part, un mécanisme de renforcement des fonds propres, doté de 40 milliards d'euros, géré par une société de prise de participation. (Revue Banque, novembre 2008)

En fait, les banques ont accepté l'argent, mais ont catégoriquement refusé que l'État devienne en contrepartie leur actionnaire et donc puisse avoir une influence sur leurs décisions. L'Association française des banques a exigé que l'aide soit fournie plutôt sous forme d'obligations à long terme, qui ne donnent pas de droit de regard au prêteur. Le gouvernement s'y est plié de bonne grâce :

Face à l'arrivée massive de l'argent public dans les banques étrangères... les banques françaises apparaissent de plus en plus sous-capitalisées par rapport à leurs concurrentes... Cet apport prendra la

forme d'obligations émises par les banques et souscrites par la SPPE... (Alternatives Économiques, novembre 2008)

Les partis d'origine ouvrière de l'opposition parlementaire (PS, PCF) ont approuvé tous deux le principe que l'argent public, hier inexistant et soudain disponible, soit fourni aux banques. Tout en estimant positif de rassurer les « marchés financiers », c'est-à-dire les capitalistes, le PCF a voté contre le plan de sauvetage des banques. En effet, il a estimé qu'il était possible de supprimer la spéculation sans exproprier, à condition que le gouvernement Sarkozy contrôle mieux le crédit, dans le cadre de l'économie capitaliste :

La solution préconisée par le gouvernement, même si elle est susceptible de faire baisser momentanément les tensions nationales et internationales sur les marchés financiers, procure une prime à tous les prédateurs qui se sont servis sur l'économie réelle... Les député-e-s communistes rappellent l'urgence de réorienter l'argent pour satisfaire les besoins humains et non plus la spéculation. Il faut pour cela notamment se doter au plus vite d'un pôle financier public qui permettra la relance de l'économie réelle fondée sur la production de richesses. (Députés communistes et républicains, Déclaration sur le collectif budgétaire, 14 octobre 2008)

Quant au PS, il s'est abstenu, le président du groupe « socialiste » à l'Assemblée nationale ayant expliqué : « Je n'imagine pas qu'on puisse voter contre ce projet de sauvetage ». Pour Ayrault, il est inévitable que les contribuables financent de grands groupes capitalistes qui restent privés et dont les dirigeants restent en place, après avoir personnellement touché en 2007 des sommes énormes (par exemple, 2,27 millions d'euros pour le seul Baudouin Prot, directeur général de la BNP-Paribas).

L'escroquerie doit cesser, les banques doivent être nationalisées sans indemnité ni rachat !

Les banques constituent les foyers de la vie économique moderne, les principaux centres nerveux de tout le système capitaliste d'économie. Parler de la « réglementation de la vie économique » et passer sous silence la nationalisation des banques, c'est ou bien faire preuve de l'ignorance la plus crasse ou bien tromper le « bon peuple » avec des paroles pompeuses et des promesses grandiloquentes, que l'on est décidé par avance à ne point tenir. (Vladimir Lénine, La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer, 1917, Œuvres t. 25, p. 358)

D'autant que les vannes largement ouvertes de l'argent aux banques et l'augmentation de la dette publique créent les conditions de la prochaine bulle spéculative.

Chaque innovation financière de la période précédente qui a servi d'objet de spéculation a été nourrie par la monnaie à bon marché. (The Economist, 18 octobre 2008)

La ruée vers les obligations publiques, perçues comme un refuge face à la crise, crée une bulle dont, à terme, l'éclatement provoquerait une hausse des taux préjudiciable à l'économie. (Le Monde, 13 janvier 2009)

Même si elle a éclaté sous forme d'une violente crise bancaire et boursière, la crise est avant tout une crise du profit, qui minait toute l'économie bien avant, comme l'indiquait la remontée du chômage, voici plus d'un an.

Le Plan de relance : 26 milliards

Face à l'extension de la crise à « l'économie réelle », les pouvoirs publics se rabattent sur les remèdes « keynésiens » : la Banque centrale européenne baisse son taux directeur et finance sans retenue les banques à court terme sur le marché interbancaire ; le gouvernement français complète avec son « plan de sauvetage des banques » et en aidant les autres entreprises capitalistes avec son « plan de relance ».

Face aux menaces qui pourraient faire de 2009 l'année de la crise sociale, en France mais aussi dans d'autres pays de l'Union européenne, les gouvernements ont allumé des contre-feux : plans de relance, amplification du traitement social du chômage, etc. (Le Monde, 6 janvier 2009)

Sarkozy a annoncé, le 4 décembre à Douai, un plan de relance (purement français) de 26 milliards d'euros. Le plan vise à augmenter la croissance économique de 1 point, selon le premier ministre Fillon.

Dans les entreprises de moins de 10 salariés, toutes les embauches seront exonérées de cotisations sociales au niveau du SMIC, soit une aide de 180 euros par mois. La mesure sera dégressive jusqu'au niveau de 1,6 fois le SMIC.

L'État va investir 4 milliards d'euros supplémentaires dans des projets qui avaient été gelés faute de financement. Sont concernées les infrastructures de transport, les « équipements de défense », l'université et la recherche... Les entreprises publiques financeront elles-mêmes 4 milliards d'euros d'investissements supplémentaires dans la production d'énergie, la rénovation et l'entretien du réseau électrique, gazier, postal et de la RATP. Les collectivités locales investiront 2,5 milliards d'euros supplémentaires.

En 2009, les particuliers qui mettront à la casse un véhicule de plus de dix ans pour acheter un véhicule neuf ayant le label écologique toucheront une prime à la casse de 1 000 euros. Les filiales de Renault et PSA spécialisées dans l'octroi de crédit automobile aux particuliers recevront un financement supplémentaire d'un milliard d'euros chacune.

Le logement sera soutenu à hauteur de 1,6 milliard d'euros. Le prêt à taux zéro sera doublé en 2009 s'il est consacré à l'achat d'un logement neuf. 70 000 logements supplémentaires vont être construits pour 600 millions d'euros.

Les conditions d'indemnisation du chômage, partiel ou total, seront améliorées, à hauteur de 500 millions d'euros. Le gouvernement va verser fin mars 2009 une prime de 200 euros aux 3,8 millions de personnes éligibles aux minima sociaux (760 millions d'euros).

L'État remboursera, début 2009, 11,5 milliards d'euros aux entreprises. Le crédit d'impôt recherche, normalement remboursable sur trois ans, sera reversé début 2009 en une seule fois (3,8 milliards d'euros). Il en sera de même pour les crédits de TVA (3 milliards d'euros). Les déficits enregistrés par les entreprises en 2008 donneront lieu à un remboursement de 2 milliards d'euros dès 2009.

Sur les 26 milliards du plan français, 15 seulement correspondent à proprement parler à une impulsion budgétaire, c'est-à-dire à une dépense publique ou à une baisse d'impôt. Les 11 autres relèvent de mesures de trésorerie... (Alternatives Économiques, janvier 2009)

Certains dispositifs ne sont donc qu'un avancement de calendrier, mais cela permet d'améliorer la trésorerie des entreprises et de gonfler le montant total du plan (6), tandis que d'autres sont de nouvelles exemptions de cotisations patronales (1). Une partie constitue de véritables injections de type keynésien dans l'économie, au titre de soutien à la consommation (3, 5) et surtout à l'investissement (2, 3, 4).

Encore faudrait-il, pour que ce genre de politique économique empêche la dépression, que celle-ci provienne bien d'une insuffisance de la demande...

Tous keynésiens

Saisis d'effroi devant la crise, les dirigeants politiques de la bourgeoisie placent soudain toutes leurs espérances dans l'intervention étatique, après un quart de siècle de « libéralisme » qui vient de s'achever dans la plus grande catastrophe économique depuis 1929.

À présent, nous sommes tous des keynésiens... Lorsque Barack Obama entrera à la Maison Blanche, il proposera un gigantesque plan de relance budgétaire. De nombreux gouvernements mettent sur pied des plans semblables. Même l'Allemagne, à son corps défendant, est obligée de se joindre au mouvement... Keynes souhaitait préserver l'économie de marché, sans pour autant croire que le laisser-faire est la clé du meilleur des mondes possibles. La priorité absolue est de rétablir la bonne santé de l'économie mondiale. Le défi à court terme est, comme l'aurait recommandé Keynes, de soutenir la demande globale. (Martin Wolf, Financial Times, 26 décembre 2008)

Tous les petits-bourgeois « altermondialistes » ou « anticapitalistes », toutes les bureaucraties pro-impérialistes issues du mouvement ouvrier, qui ont toujours fait confiance à l'État bourgeois, célèbrent avec enthousiasme le « retour de Keynes ». Le président du groupe parlementaire du Parti socialiste, à une question d'un journaliste qui lui demandait s'il se félicitait du retour de Marx et de Keynes, s'est exclamé, avec la haine commune à tous les nantis :

Ce n'est pas le retour de Marx, c'est le retour de Keynes ! (Jean-Marc Ayrault, France Culture, 13 décembre 2008)

Lord Keynes était un ennemi juré de la révolution socialiste et même du Parti travailliste, pourtant dévoué au capitalisme et respectueux de la monarchie :

C'est un parti de classe, et cette classe n'est pas la mienne. Si je dois revendiquer des avantages pour une fraction de la société, ce sera pour celle à laquelle j'appartiens... Je peux être sensible à ce que je crois être la justice et le bon sens ; mais la guerre de classes me trouvera du côté de la bourgeoisie cultivée. (John Maynard Keynes, « Suis-je un libéral ? », 1925, La Pauvreté dans l'abondance, Gallimard, p. 18)

La direction de LO, comme la science économique bourgeoise de la variante Keynes qui tient lieu de théorie aux réformistes, soutient que la cause de la crise réside dans l'insuffisance de la demande.

Le rétablissement des profits élevés n'a pas résulté d'un élargissement du marché mais, au contraire, les moyens par lesquels ils ont été obtenus au détriment de la masse salariale ont contribué à réduire la demande solvable, c'est-à-dire ont aggravé la cause fondamentale de la crise. (Lutte de Classe, décembre 2008)

Toutefois, l'explication de la crise par l'insuffisance de la demande solvable est superficielle.

C'est une pure tautologie de dire que les crises proviennent de ce que la consommation solvable ou les consommateurs capables de payer font défaut... Si on dit que la classe ouvrière reçoit une trop faible part de son propre produit et que cet inconvénient serait pallié dès qu'elle en recevrait une plus grande part, dès que s'accroîtrait en conséquence son salaire, il suffit de remarquer que les crises sont préparées justement par une période de hausse générale des salaires, où la classe ouvrière obtient effectivement une plus grande part... Du point de vue des chevaliers qui rompent des lances en faveur du simple bon sens, cette période devrait au contraire éloigner la crise. (Karl Marx, Le Capital, livre II, 1869-1875, ch. 20, p. 360)

De la crise de 1973 à celle de 2007

La production, avec le capitalisme, n'a pas pour but de satisfaire des besoins, mais d'augmenter la valeur aux mains de la bourgeoisie. Le moyen est l'exploitation des travailleurs au cours du processus de production. La rentabilité du capital repose sur l'écart entre la part de la classe ouvrière et la valeur de son propre produit. La différence, « plus-value » ou « survaleur », est partagée, au sein de la classe capitaliste entre profits des entreprises productrices de marchandises, entreprises de la distribution, entreprises de la finance.

Les capitalistes comme classe, pour affaiblir la classe ouvrière, et chaque capitaliste individuellement, pour faire face à la concurrence des autres entreprises, augmentent la composition organique du capital, recourent à la mécanisation et à l'automatisation. La diminution relative du travail par rapport aux moyens de production tend à faire baisser le taux de profit, car la source de la plus-value ou survaleur est le travail vivant dépensé dans le processus de production des entreprises qui créent des marchandises nouvelles (que ce soit des « biens » ou des « services » importe peu).

La baisse du taux de profit, du rapport entre plus-value et capital avancé (pour l'achat de la force de travail et celui des moyens de production) se manifeste périodiquement au cours de crises économiques capitalistes. Il y a insuffisance de la plus-value mondiale au regard du capital mondial. La crise elle-même permet la reprise de l'accumulation du capital au détriment de certains capitalistes, par la dévalorisation, voire la destruction d'une partie du capital, et surtout au détriment de la classe ouvrière, le chômage facilitant la baisse de la valeur de la force de travail.

La précédente crise mondiale (1973-1974), découla d'un déclin substantiel du taux de profit à l'échelle mondiale, dans les années 1960. Les politiques économiques d'inspiration keynésienne ne l'avaient pas empêchée. Elle a entraîné une intensification de la lutte entre les classes, dans un contexte de montée révolutionnaire mondiale (dont mai-juin 1968 témoigna en France). Les bourgeoisies et leurs États, avec l'aide précieuse des partis staliniens, des partis sociaux-démocrates et des directions syndicales ont réussi à contenir la vague révolutionnaire, à empêcher la prise du pouvoir par les producteurs. Les patrons, les gouvernements à leur service (dont ceux d'Union de la gauche ou de Gauche plurielle en France) ont utilisé le chômage, la réorganisation des processus de production (suppression des anciennes citadelles ouvrières, flux tendu, qualité totale...), le rétablissement du capitalisme dans les zones où il avait exproprié (en Russie, en Europe centrale et orientale, en Chine) pour augmenter le taux d'exploitation.

Le « libéralisme » utilisé contre les travailleurs des pays impérialistes coexistait avec la survivance de l'étatisme capitaliste (pôles de compétitivité de Chirac, dépenses d'armements de Bush...) et avec un haut degré d'« interventionnisme » de la part des bourgeoisies des pays capitalistes émergents (Chine, Inde, Brésil...) nécessaire à leur décollage économique.

Mais, contrairement à ce que prétend la direction de LO (« *le rétablissement de profits élevés* »), le taux de profit n'a jamais retrouvé le niveau d'après la 2^e Guerre mondiale, ce qui s'est traduit par des taux de croissance plus réduits que durant les « 30 glorieuses » (à l'exception de la Chine, voir *Révolution Socialiste* n° 28). En outre, cette phase a été traversée de crises, en 1987 aux États-Unis ; en 1990 aux États-Unis ; en 1993 en Europe ; en 1997 en Thaïlande, en Corée, à Hong Kong ; en 1998 en Russie, au Brésil ; en 2000 aux États-Unis ; en 2001 en Argentine... Celles-ci ont été à chaque fois contenues géographiquement ou atténuées dans leur ampleur par l'accroissement des dépenses militaires américaines et par l'expansion du crédit, c'est-à-dire des recettes keynésiennes qui ont préparé la crise actuelle.

L'abondance de liquidités a trouvé une diversion temporaire dans l'activité financière qui est certes largement parasitaire, mais qu'on ne saurait séparer du mode de production capitaliste. Certains produits financiers des dernières années (contrats à termes, options, swaps...) faisaient perdre à certains ce que gagnaient les autres. Mais les « bulles », c'est-à-dire l'augmentation des prix des actifs font croire à chaque fois aux banques, aux sociétés d'investissement (dont les fonds de pension), aux compagnies d'assurance, aux directeurs financiers des groupes de l'industrie et des services non financiers ainsi qu'à quelques petits bourgeois naïfs (des professions libérales ou des cadres) que tout le monde pouvait gagner, sans risque, donc sans perdant.

La bulle offre précisément une phase de croissance forte et stable de la rentabilité qui, à mesure qu'elle se développe, ancre plus profondément l'idée d'un « nouveau régime », dans lequel le problème du risque a été « dépassé »... (Frédéric Lordon, Jusqu'à quand ? Raisons d'Agir, 2008, p. 32)

L'éclatement de la bulle (cette fois-ci, du marché immobilier américain), l'impossibilité des émetteurs de ces obligations « toxiques » (résultant de la « titrisation » qui permettait de camoufler les créances les plus douteuses) de verser les intérêts prévus, l'incapacité des assureurs à protéger les acquéreurs de ces titres (parfois émis par ces mêmes banques !) ont fait s'écrouler les échafaudages financiers.

La crise était inévitable parce que l'ensemble des profits dérive en dernière analyse de l'exploitation du prolétariat

et que la masse de capital, sous toutes ses formes, était hypertrophiée par rapport à la plus-value sociale mondiale.

Au début des années 1980, le secteur financier recevait 10 % des profits totaux ; en 2007, cette part s'élevait à 40 %. (Murray Smith, Causes and consequences of the global economic crisis, 12 novembre 2008)

Des jérémiades syndicales sur l'insuffisance de la relance du capitalisme français

Aucune politique économique, libérale ou keynésienne, ne saurait guérir le capitalisme en déclin. Le déficit budgétaire signifiera soit l'inflation, dont souffriront les travailleurs, soit l'augmentation des impôts, que supportera avant tout la classe ouvrière.

Cela n'a pas empêché les directions syndicales d'approuver le principe d'un plan de relance capitaliste. Aucune ne met en cause le surcroît de dépenses militaires (2), soit 1,4 milliards d'euros, le double de ce qui est alloué à la recherche et à l'enseignement supérieur. Leurs seules réserves portent sur l'insuffisance de l'aide à « la consommation » :

La délégation de la CGT a développé ses propositions, notamment sur la nécessité d'une véritable relance par le pouvoir d'achat. (CGT, Rencontre avec l'UMP, 23 décembre 2008)

L'ampleur de la récession appelle une politique de relance cohérente et resserrée bâtie sur deux piliers, l'investissement et la consommation, moteur dont l'épuisement signifierait une lourde aggravation de la situation économique. Pour FO, les annonces du Chef de l'État ne sont pas à la hauteur des enjeux... la communication présidentielle esquive soigneusement la question du soutien des dépenses de consommation. (FO, Communiqué, 4 décembre 2008)

Les salariés et la consommation sont les grands oubliés du plan de relance présidentiel. (CFDT, Communiqué, 4 décembre 2008)

Autant demander au lion de devenir végétarien ! L'augmentation des salaires n'est guère souhaitée par la classe des capitalistes, encore moins quand le taux de profit baisse à l'échelle internationale et quand l'économie capitaliste nationale perd des parts de marché mondial et voit se creuser son déficit des échanges de biens et de services. Voilà pourquoi plupart des sommes du « plan de relance » du gouvernement Sarkozy-Fillon sont allouées en partie (3), voire totalement (1, 6), aux capitalistes... qui feront ce qu'ils voudront.

Quant à l'environnement, il passe désormais au second plan, sauvetage du capitalisme oblige.

La construction durable et la rénovation thermique des bâtiments sont singulièrement absentes du volet logement du plan de relance... Pire, certaines dispositions du plan s'inscrivent en recul par rapport au Grenelle de l'environnement. Ainsi, le seuil d'émission de CO2 retenu pour bénéficier de la prime à la casse des automobiles est de 160 grammes, alors que qu'il est de 130 grammes pour bénéficier du bonus. Ce qui permet aux trois quarts des véhicules d'en bénéficier. Mais il fallait bien écouler les stocks... (Alternatives Économiques, janvier 2009)

Des illusions sur l'État bourgeois partagées par tous les partis installés dans la 5e République

Non seulement les travailleurs vont payer encore pour les capitalistes, mais la secrétaire du PS trouve que Chirac et Sarkozy auraient pu aider plus tôt les patrons (comme s'ils ne l'avaient fait !) :

Le plan de relance de la France consiste à faire ce que la France n'a pas fait depuis trois ans envers les entreprises. (Martine Aubry, Conférence de presse, 4 décembre 2008)

Les partis traditionnels de la classe ouvrière et leurs adjoints de « l'extrême-gauche » accréditent aussi l'illusion que l'État bourgeois pourrait s'attaquer réellement à la crise et assurer, avec un peu de bonne volonté (PS, PCF) ou sous la pression des travailleurs (LO, LCR), l'amélioration sensible et durable de la situation des salariés :

La France n'a pas de plan de relance à la hauteur de la crise. (Martine Aubry, Conférence de presse, 4 décembre 2008)

En fait, cette annonce n'est qu'un tour de passe-passe destiné à faire croire à la population que Sarkozy et son gouvernement s'attaquent vraiment à la crise... en annonçant quelques dépenses qui étaient souvent prévues depuis longtemps. (Lutte Ouvrière, 12 décembre 2008)

Ce plan de relance ne permettra pas aux salariés et à la population de sortir la tête hors de l'eau. (LCR, Communiqué, 4 décembre 2008)

Mais les mots seront-ils suivis des faits ? Rien n'est moins sûr... Une véritable politique de relance s'appuie sur l'augmentation des salaires. (PCF, Communiqué, 4 décembre 2008)

Le capitalisme serait donc victime, selon le PCF, de la faiblesse des salaires. La direction Buffet du PCF, après avoir truqué la composition du 34^e congrès, l'a définitivement ridiculisé par une opération médiatique :

Et si l'un des temps forts du congrès des communistes avait eu lieu à l'extérieur de la salle des débats ? Le vendredi 12 décembre, sur l'esplanade de la Défense, les délégués distribuent de faux billets de 500 euros au dos desquels est inscrit : « L'augmentation des salaires n'est pas un problème, c'est la solution ». (L'Humanité Dimanche, 18 décembre 2008)

L'augmentation des salaires est une revendication légitime des travailleurs. Ce n'est guère une véritable solution, sans l'échelle mobile des salaires et, en dernière analyse, la prise du pouvoir. Par contre, une augmentation généralisée des salaires constitue bien un problème pour les capitalistes, particulièrement en temps de crise, car elle accentue la baisse du taux de profit. D'ailleurs, le PCF semble avoir oublié qu'il participait au gouvernement d'Union de la gauche qui a réussi à augmenter la part des profits dans la valeur ajoutée en 1982, donc qui a fait baisser la part des salaires.

De 1981 à 1989, pendant huit années consécutives, la part des salaires dans la valeur ajoutée baisse de manière ininterrompue : elle passe de 69 % en 1981 à 60 % en 1989... (INSEE, L'Économie française, 1998, p. 64)

Cette détérioration de la part des richesses qui revient à la classe ouvrière n'a jamais été renversée depuis, y compris quand Marie-George Buffet était ministre, lors de la participation du PCF au gouvernement de la Gauche plurielle, de 1997 à 2002. Depuis, le PCF, avec le renfort de LO et de la LCR, a toujours combattu la grève générale contre les Chirac-Sarkozy qui aurait permis de défendre les salaires, les pensions de retraite, le droit de se soigner et de s'instruire.

En décembre, le mouvement de la jeunesse scolarisée a fait temporairement reculer le pouvoir

Le candidat Sarkozy prétendait débarrasser la France à jamais de Mai 1968. Pourtant, l'appréhension d'une conjonction d'une révolte de la jeunesse et d'une grève générale de la classe ouvrière a fait vaciller le président Sarkozy à la fin de l'année du 40^e anniversaire.

Depuis plusieurs semaines, une écrasante majorité des étudiants des instituts universitaires de technologie (IUT), un nombre croissant d'universitaires et une partie grandissante des lycéens s'opposaient en même temps aux plans du gouvernement contre l'enseignement supérieur et contre l'enseignement secondaire. Parallèlement, la nouvelle police politique (DCRI) et les élus locaux alertaient le gouvernement sur les risques d'une nouvelle explosion des banlieues, la crise capitaliste et l'aggravation du chômage frappant particulièrement leur jeunesse.

Raymond Soubie, le conseiller social du président, l'a mis en garde contre une crise sociale majeure... Il a suffi que ses homologues européens, notamment l'espagnol José Luis Zapatero et l'italien Silvio Berlusconi, lui fassent part de leur inquiétude sur l'état d'esprit de leur jeunesse dans leur pays respectif, pour qu'à son retour du sommet de Bruxelles, le chef de l'État autorise Xavier Darcos à retirer la réforme du lycée. (Le Monde, 23 décembre 2008)

Après l'assaut de la jeunesse italienne contre le gouvernement Berlusconi en automne, en plein assaut du mouvement de la jeunesse grecque contre le gouvernement Caramanlis, le pouvoir a donc été contraint pour la première fois de reculer devant la rue.

Pour autant, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Darcos ne revenait pas sur les 30 000 suppressions de postes de professeurs du budget 2008 et du budget 2009. Ni sur le raccourcissement de l'enseignement professionnel, le bac pro passant de 4 ans d'études à 3 ans, qui a été conforté par la signature de syndicats de professeurs de lycées professionnels (SNETAA, SGEN...).

L'irruption des lycéens a bousculé un plan qui associait, comme d'habitude, les directions syndicales (y compris les deux petites organisations lycéennes dirigées par le PS). Le projet Sarkozy-Darcos prévoyait un « lycée à la carte », qui permettrait d'économiser des heures d'enseignement, d'aggraver la concurrence entre établissements, de mettre en cause les statuts des professeurs et le baccalauréat, autant de bêtes noires du patronat et du parti gaulliste. Le gouvernement était confiant car il avait l'accord de principe des organisations syndicales lycéennes (FIDL, UNL), des fédérations de parents d'élèves (FCPE, PEEP) et même la signature d'un protocole par la plupart des syndicats enseignants (SNES-FSU, SGEN-CFDT, SE-UNSA, SNEP-FSU, SNALC...) malgré la suppression de 17 000 postes au budget 2007 :

Paradoxalement, la réforme de la seconde avait plutôt été bien accueillie lors de sa présentation au printemps. Un protocole d'accord avait même été signé entre le ministère et les syndicats. Les lycéens, associés aux discussions, avaient été séduits par l'idée... (Le Figaro, 18 décembre 2008)

Le recul devant le mouvement de la jeunesse scolarisée illustre que la crise capitaliste mondiale a changé la donne politique en France.

Fragilisé, Sarkozy n'en poursuit pas moins ses attaques

Après sa victoire électorale, le petit Bonaparte arrogant se permettait de s'afficher avec « la France qui se couche

tard » dans les palaces, les jets privés et les yachts. Grâce aux capitulations des appareils syndicaux, à l'aplatissement du PS et du PCF, à la démoralisation consécutive des travailleurs, le frimeur pouvait, les premiers mois de son mandat, rencontrer « la France qui se lève tôt » et se faire filmer sur les lieux de travail. Le 5 juillet encore, le matamore de l'Élysée annonçait présomptueusement à l'UMP que sa victoire sur la classe ouvrière était totale et irréversible : « *Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit* ».

Depuis la multiplication des mesures de chômage technique et des plans de licenciement, Sarkozy est accueilli par des grèves et des manifestations. Il n'en poursuit pas moins son œuvre destructrice au compte de la classe dominante. Il l'accentue même, pour que l'impérialisme français affronte en bonne posture les rivalités entre puissances capitalistes qui sont accentuées par la crise. Ainsi, lors de ses déplacements pour les « vœux », Sarkozy annonçait lui-même que l'offensive contre les lycées n'était que partie remise :

Cela fait 40 ans qu'il y a des manifestations et 40 ans que la crise s'aggrave... Ce que je veux vous dire, c'est qu'après avoir fait le primaire, l'université, on va travailler sur le lycée. Le lycée, tout le monde est bien convaincu qu'il faut une réforme... la réforme, il la faut, pour septembre 2010. (Nicolas Sarkozy, *Discours de Saint-Lô*, 12 janvier 2009)

Sarkozy mise sur ses complicités habituelles :

Nous allons conduire cette réforme en prenant le temps de la concertation et de l'écoute... Nous allons conduire l'impérieuse nécessité de la réforme du lycée, en prenant le temps, en associant tout le monde. (Nicolas Sarkozy, *Discours de Saint-Lô*, 12 janvier 2009)

Dans les rues de Saint-Lô, au moment où Sarkozy clamait son respect des professeurs, sa police gazait, matraquait et arrêtait les enseignants et les lycéens qui osaient protester en sa présence contre les suppressions de postes.

Cela n'a pas empêché les directions syndicales d'appeler les travailleurs de l'enseignement, les élèves et les parents à manifester le samedi 17 janvier pour... « la reprise du dialogue social ». Deux jours avant, répondant aux vœux de Sarkozy, la plupart des initiateurs du 17 (SGEN-CFDT, SE-UNSA, FCPE, UNL, UNEF, CE...) avaient volé au secours du gouvernement, en reprenant à leur compte le plan Sarkozy-Darcos :

Un collectif de 19 organisations de l'Éducation a rendu publiques jeudi neuf propositions pour réformer le lycée, parmi lesquelles celles d'organiser le lycée en modules, de revoir les modalités du baccalauréat, de prévoir plus de temps d'accompagnement des élèves et moins d'heures de cours. (Ouest-France, 15 janvier 2009)

Le lendemain de la « journée d'action » du 17, le ministre de l'éducation a donc pu se monter optimiste :

La réforme du lycée n'est pas enterrée. Nous voulions la réforme et le dialogue. Nous l'avons. (Xavier Darcos, *Europe 1*, 18 janvier 2009)

De même, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Bachelot prépare la généralisation du travail le dimanche. Il poursuit son offensive contre l'hôpital public qui produit déjà des effets désastreux pour le personnel et inquiétants pour les patients ordinaires :

En novembre, dans une démarche inédite, l'ensemble des présidents des comités consultatifs médicaux des 37 hôpitaux de l'AP-HP ont dénoncé « l'étranglement financier délibéré » de leurs établissements et des « restrictions budgétaires sans objectifs médicaux », aboutissant à « une paupérisation de nos hôpitaux et à un découragement de l'ensemble des personnels ». (*Le Monde*, 31 décembre 2008)

Le gouvernement refuse depuis le 1^{er} janvier de financer la formation des chômeurs (AFPA), qu'il renvoie aux régions. Après avoir renforcé le contrôle des chômeurs et fusionné l'ANPE et les ASSEDIC (désormais Pôle Emploi), le pouvoir exécutif va faire appliquer l'accord sur l'assurance chômage négocié par tous les syndicats mais que seule la CFDT a osé signer.

L'appareil de l'État bourgeois, plus répressif que jamais en temps de crise

Les rares ministères qui n'ont pas connu de diminution d'effectifs sont l'Intérieur, avec la multiplication des policiers, et la Justice, avec le recrutement de milliers de gardiens de prison, dans lesquelles se multiplient les suicides. Le gouvernement Sarkozy-Alliot-Marie-Morin a aussi réorganisé la gendarmerie et la police nationale, modernisé l'armée, a remodelé les services secrets en fusionnant RG et DST. La nouvelle DCRI comprend 5 000 personnes.

La DCRI s'est déjà illustrée dans une opération policière, en encerclant le 11 novembre le village de Tarnac (Corrèze) avec 300 policiers et deux hélicoptères pour arrêter une poignée de jeunes accusés d'avoir causé des pannes sur le réseau ferroviaire. Quels que soient les auteurs de la détérioration des caténaires, il s'agit d'une action stupide d'arrière-pensées politiques, mais sans danger pour la vie de quiconque. Les suspects, présentés comme

« ultragauches » par tous les medias, étaient espionnés par les services secrets pour avoir participé à des manifestations. Ils ont été accusés de « terrorisme » alors que Sarkozy va serrer la main de Poutine, massacreur des Tchétchènes et d'Olmert, massacreur des Palestiniens, et envoie l'armée française occuper l'Afghanistan. Perquisitionnés, arrêtés sans ménagement, emprisonnés dans les conditions faites aux combattants nationalistes basques d'ETA, interrogés longuement, ils sont peu à peu relâchés en l'absence de preuves, tant le dossier de la DCRI est fragile. L'un d'entre eux, Julien Coupat, reste en prison après deux mois de détention.

Un exemple de la vindicte de la bourgeoisie et de son État est le sort des condamnés d'Action directe, un groupe semi-anarchiste, éloigné de la classe ouvrière, qui avait osé, crime impardonnable pour l'ordre existant, prendre les armes de 1982 à 1985. À peine un des survivants, Jean-Marc Rouillan, avait-il commencé à bénéficier d'un régime de semi-liberté, qu'il a été de nouveau incarcéré le 2 octobre parce qu'il refuse de condamner ce qu'il a fait.

Par contre, les policiers qui ont blessé grièvement, le 27 novembre 2007, à Nantes, un lycéen au cours d'une manifestation, sont toujours en liberté. Ceux qui traquent les travailleurs étrangers sont honorés et promus. À Marciac, les policiers, avec des chiens, humilient et effraient les élèves d'un CFA. À Paris, les tribunaux condamnent Droit au Logement à des amendes et des saisies. À Marseille, le GIGN intervient contre des jeunes qui occupent un immeuble vide. À Paris, la police s'en prend aux jeunes arabes qui descendent dans la rue pour Gaza. À Nice, la Préfecture interdit les manifestations de soutien aux Palestiniens, tandis que les fascistes ratonnent. Partout, la police est envoyée contre les travailleurs en lutte.

Le fichier de police STIC (Système de traitement des informations constatées), créé en 1994 par le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, recense les informations sur les crimes, délits ou infractions. Il comprend des données du type : « homosexuel », « travesti », « permanent syndical », « membre d'une secte » ou « handicapé moteur »... En décembre 2008, selon la CNIL, il concernait « 5,5 millions de suspects et 28 millions de victimes ».

Sarkozy, qui remet l'argent public aux banquiers, qui renforce son contrôle de la télévision, qui supprime les juges d'instruction parce qu'ils ont parfois mis en accusation des politiciens et des patrons, qui a débuté sa carrière politique sous l'aile d'un Pasqua, s'en prend publiquement au syndicat SUD Rail pour avoir fait usage du droit de retrait après l'agression d'un conducteur de train.

L'avenir est dans la résistance, l'insurrection, la collectivisation

Ce ne sont pas les « journées d'action » pour « plus d'État », pour « renouer le dialogue social », ce ne sont pas les « propositions » à Sarkozy, ni les « négociations » de ses plans destructeurs et réactionnaires qui permettront de battre le patronat et le pouvoir bourgeois. Les aspirations et les luttes des travailleurs, des jeunes en formation, se heurtent à chaque pas aux directions réformistes qui pactisent avec l'ennemi de classe.

Rupture avec Sarkozy, la bourgeoisie, tous les partis bourgeois, la 5^e République ! Seul un gouvernement ouvrier appuyé sans réserve sur la mobilisation des masses saura collectiviser et en particulier exproprier les banques et les groupes automobiles, afin de mettre sur pied un plan d'urgence pour garantir la production pour satisfaire les besoins des larges masses.

Les licenciements doivent être interdits ! Les 30 000 postes de professeurs doivent être rétablis ! Les banques doivent être expropriées ! La chasse aux immigrés doit cesser ! Toutes les poursuites contre les manifestants lycéens, les grévistes, les militants qui défendent les immigrés doivent être abandonnées ! L'autodéfense des luttes, l'interdiction des licenciements et le paiement intégral du chômage partiel, la levée du secret commercial et l'ouverture des livres de compte par les travailleurs dans tous les groupes qui ont sollicité l'aide publique ou reçu des subventions, le contrôle par les travailleurs de l'affectation de ces fonds sont indispensables.

Dans son déclin, le mode de production capitaliste exacerbe la contradiction entre d'une part le développement des forces productives et d'autre part ses rapports de production basés sur l'État national et la propriété privée des moyens de production. Les luttes des travailleurs et des jeunes sont confrontées à l'appareil répressif de l'État. Les besoins des travailleurs s'opposent aux « plans de sauvetages des banques », aux « plans de relance » de l'État bourgeois autant qu'aux « plans sociaux » et aux « plans de restructuration » des entreprises. La classe ouvrière ne peut faire aucune confiance à l'État de ses exploités qui exige toujours plus de sacrifices de sa part, qui dilapide les ressources naturelles et sociales, qui exaspère la xénophobie et les rivalités nationales ; elle doit le remplacer par un État à elle.

Ce n'est pas la crise du libéralisme, mais du capitalisme. La révolution socialiste mondiale permettra de supprimer les crises et le chômage, de dépasser les frontières archaïques, de développer les richesses de la société humaine et de préserver son environnement. Ouvrir enfin cet avenir à l'humanité nécessite de construire une internationale ouvrière révolutionnaire héritière de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine, Trotsky.

20 janvier 2009